

Brochure n° 3125

Convention collective nationale

IDCC : 1586. – **INDUSTRIES CHARCUTIÈRES**
(Salaisons, charcuteries, conserves de viandes)

■ *Journal officiel* du 18 juillet 2009

**Arrêté du 10 juillet 2009 portant extension d'un avenant à un
accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale
des industries charcutières (n° 1586)**

NOR : MTST0916251A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 14 mai 1975 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du
23 avril 2009, portant extension de la convention collective nationale des
industries charcutières du 1^{er} juillet 1958, mise à jour le 9 avril 1990, et des
textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'avenant n° 1 du 7 novembre 2008 à l'accord national du 11 avril 2005,
relatif aux règles du dialogue social, conclu dans le cadre de la convention
collective nationale susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 13 mars 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective
(sous-commission des conventions et accords), rendu lors de la séance du
3 juillet 2009,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés
compris dans le champ d'application de la convention collective nationale
des industries charcutières du 1^{er} juillet 1958, mise à jour le 9 avril 1990,

modifié par les avenants du 31 janvier 1994 et du 6 février 1995 et par accord du 11 mars 2008, les dispositions de l'avenant n° 1 du 7 novembre 2008 à l'accord national du 11 avril 2005, relatif aux règles du dialogue social, conclu dans le cadre de la convention collective nationale susvisée.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 juillet 2009.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBREXELLE

Nota. – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/6, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.